



Zoé Shepard, sans concession, sur la future grande Région

samedi 28 novembre 2015, par [lpe](#)

Aurélie Boulet, alias Zoé Shepard, est sortie de l'anonymat en 2010 avec un roman intitulé "Absolument dé-bor-dée" dans lequel elle relatait les incompétences de certains de ses collègues dans une mairie et de nombreuses absurdités administratives. Trahie par sa plume, cette administratrice territoriale en poste au Conseil régional d'Aquitaine, sera depuis lors « placardisée ». Une mise à l'écart qu'elle racontera dans un second ouvrage tout aussi caustique que le premier et intitulé « Ta carrière est fi-nie ! »

Alors que son troisième roman « Zoé à Bercy, Encore plus dé-bor-dée ! » vient de paraître, nous l'avons interrogée sur la fusion des régions puisqu'à partir du 1er janvier prochain, nous serons dans la même région !

« LPE : La fusion des régions est-elle une réforme pertinente ?

Zoé Shepard : Il est pertinent de réformer les régions et (surtout) leurs compétences (afin que des régions puissantes se concentrent sur les domaines de compétences prévus par la loi : développement éco, aménagement du territoire, formation...), mais une réforme pertinente sur le sujet exigeait beaucoup plus de travail en amont qu'il n'en a été fait (quid de la proximité des citoyens avec leur région lorsqu'il faudra faire 300 kilomètres pour rejoindre la capitale régionale (Guéret/Bordeaux, par exemple.) et surtout moins de compromis politiques (parce que la Grande Réforme à nombre d'élus constants... comment dire ?!...).

Soyons réalistes, des régions françaises, même king size ne seront jamais des länder. La France n'est pas un Etat fédéral, il faudrait que certains élus locaux s'en fassent une raison.

Ensuite, si l'on veut rester positif, oui, les nouvelles grandes régions sont plus équilibrées niveau richesse et démographie, mais les dynamiques diffèrent avec l'ouest et le pourtour de la méditerranée attractifs et le nord plus atone et ce n'est pas ce type de réforme qui va pouvoir améliorer grand chose.

LPE : Cette fusion sera t-elle source d'économies pour les territoires ?

Zoé Shepard : Ah, mais je ne vois pas comment : même nombre d'élus, frais de déplacement plus importants (notamment pour les élus lorsque les Limousins iront siéger à Bordeaux, par exemple), bâtiments à repenser pour caser lesdits élus des régions fusionnées (salles de commissions trop petites), harmonisation des outils de communication (ça semble ridicule, mais frais de consultants - bah, oui, on va externaliser -, nouveau logo à coller partout, des cartes de visite ou outils promotionnels, harmonisation des logiciels, harmonisation des payes (selon les régions, les primes diffèrent, autant dire que ça va être funky), harmonisation des aides (aux entreprises, aux jeunes, aux lycéens...), des tarifs des billets de train, maintien des agents dans un premier temps même si on peut penser que les fonctionnaires ne seront pas tous remplacés lors de leur départ à la retraite.

Puis, grandes régions ou petites, il faudra toujours assurer la formation professionnelle, faire rouler les TER, construire et entretenir les lycées qui sont les trois gros piliers des budgets régionaux.

Seule la fin de la clause générale de compétence peut générer de vraies économies au niveau des régions si elle est respectée (je doute que ce soit le cas, au final, puisque supprimée en 2010, elle a été réinstaurée en 2014 sans avoir jamais significativement été mise en place : des services n'ont pas disparu,

on a juste bidouillé pour justifier leur existence et les rattacher à des compétences régionales). Par ailleurs, on aurait pu penser que les anciens bâtiments allaient être vendus et que ça rapporterait un peu d'argent. Sauf qu'a priori, l'idée est de les transformer en "antennes" donc zéro économies et frais d'entretien en prime.

LPE : D'une manière plus générale, pensez-vous qu'un jour il sera possible de réformer le statut des fonctionnaires territoriaux et d'Etat ? Quel serait votre modèle idéal ?

Zoé Shepard : Il n'y a pas besoin de réformer le statut des fonctionnaires, mais juste de respecter la loi. Le statut assure égalité et indépendance et est donc vraiment utile (il faut arrêter de fantasmer sur l'emploi à vie, un CDI dans une grosse entreprise est aussi protecteur. Par ailleurs, les concours de la fonction publique étant gratuits et largement ouverts, j'invite ceux qui critiquent le statut de ces êtres privilégiés que sont les fonctionnaires à passer lesdits concours)

Respecter la loi, donc.

Par exemple, l'article 6 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen prévoit que « [...] Tous les Citoyens [...] sont également admissibles à toutes dignités, places et emplois publics, selon leur capacité, et sans autre distinction que celle de leurs vertus et de leurs talents » pose le principe du concours pour intégrer la fonction publique.

Or, ce principe est piétiné : népotisme et clientélisme font que des ânes bâtés amis d'élus sont recrutés sans concours et surpayés pour manager des services qu'ils vont bousiller par manque de compétences. Si on arrête ce type d'embauche, ça ira déjà nettement mieux. L'indépendance par rapport au pouvoir politique est impérative. Il faut arrêter le mélange des genres : élus, apparatchiks/amis d'élus, fonctionnaires. Ce n'est pas parce qu'un apparatchik veûle a bien collé des affiches qu'il doit se retrouver directeur dans la collectivité du politique à qui il a bien léché les bottes.

Sauf, évidemment, dans le cas des emplois fonctionnels, type direction générale des services, un fonctionnaire est un technicien recruté par concours qui doit rester indépendant du pouvoir politique pour agir au mieux dans l'intérêt général (et non celui de l'écu).

La plupart des problèmes viennent de ce non-respect du statut des fonctionnaires qui protège avant tout le service public.

LPE : Pensez-vous que la future configuration régionale vous sera favorable et vous permettra de sortir du placard ?

Zoé Shepard : Je viens de rejoindre le pôle Transports du Conseil régional d'Aquitaine et vais participer à la mise en place des nouvelles compétences de la région en matière de transports (suite à la loi NOTRe, les régions vont récupérer à compter du 1er janvier 2017 la compétence "transports scolaires" auparavant dévolues aux Départements). Sur le papier ce nouveau poste a l'air très intéressant donc j'espère que la réalité sera à la hauteur des espoirs que je nourris depuis que j'ai lu la fiche de poste ! »

Propos recueillis par Cécilia Rochefort

Photo : © copyright pour Zoe Shepard : J.P Baltel



Bercy, cible du nouveau roman de Zoé Shepard

Dans ce troisième opus, sorti début septembre, on retrouve Zoé Shepard, non plus dans sa mairie, mais à Bercy (Ministère des Finances), à la faveur de mutations croisées. Surprise ! Une partie de ses anciens

collègues suivent le mouvement, dont sa très efficace assistante dont le surnom à lui-seul résume toutes ses compétences : « Coconne ».

On se demande alors comment Zoé, qui fait partie des « petites mains » du Ministère, arrive à supporter cette inertie, face à un secrétaire d'Etat incompetent et... incontrôlable.

Un ouvrage incisif et sans concessions qui nous rappelle que les élus ont beau changer, ceux qui tiennent réellement les rênes du pays sont des fonctionnaires plus ou moins efficaces !

Zoé à Bercy, Encore plus dé-bor-dée !

Editions Albin Michel. 276 pages. 19,50€ TTC.